



Les divergences entre la Turquie et plusieurs pays de la Méditerranée s'accroissent

Par [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Mondialisation.ca, 12 mars 2020

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Alors que les «alliés» occidentaux de la Turquie, sans pour autant entreprendre d'actions concrètes, lui ont juré leur «solidarité» en lien avec les affrontements récents dans la province syrienne d'Idlib, y compris dans le but de saper le partenariat russo-turc et mettre la pression sur le gouvernement syrien, ces mêmes partenaires maintiennent néanmoins plusieurs divergences évidentes avec Ankara sur d'autres dossiers, notamment la Libye et Chypre.

Un cas intéressant est celui de la France. D'un côté, l'establishment politique français avait exprimé son soutien «moral» à la Turquie lors des affrontements avec les forces gouvernementales syriennes, tout en condamnant le chantage d'Ankara vis-à-vis de l'Union européenne sur la question migratoire. On se souvient aussi des condamnations de Paris lors de l'offensive turque contre les militants kurdes de Syrie. S'ajoutent à cela des divergences claires sur la Libye et la question des frontières maritimes en Méditerranée, notamment en lien avec l'exploitation des réserves d'hydrocarbures.

Si en Libye, la Turquie du président Erdogan soutient ouvertement le gouvernement d'union nationale (GNA), basé à Tripoli - contrôlant pas plus d'1/5 du territoire libyen, la France, elle, accorde plutôt ses sympathies à l'Armée nationale libyenne (LNA) commandée par le maréchal Khalifa Haftar. Bien que le soutien français à la LNA soit moins déclaré que celui des Emirats-arabes unis, de l'Égypte ou encore de l'Arabie saoudite, il n'empêche qu'il s'agit bel et bien d'un dossier d'intérêts divergents entre Ankara et Paris.

Mais ce n'est pas tout. L'autre pierre d'achoppement entre la Turquie et nombre de pays méditerranéens concerne la démarcation des frontières maritimes, ou plutôt une vision purement différente sur ces frontières, et notamment la question de forage dans une zone potentiellement riche en gaz naturel, comme c'est actuellement le cas autour de l'île chypriote. En effet et depuis que des réserves potentielles y ont été découvertes, une opposition nette subsiste entre les représentants de Chypre, de la Grèce et d'Israël d'un côté, la Turquie et son allié libyen (ou plutôt tripolitain) de l'autre.

Dans ce dernier cas, plusieurs pays de l'UE, dont la France, ont exprimé leur solidarité avec le trio gréco-israélo-chypriote. Pour rappel, le 2 janvier dernier, Chypre a signé un accord avec Israël et la Grèce pour la construction éventuelle du gazoduc Eastmed, qui pourrait acheminer le gaz extrait à destination de l'Europe continentale. Un accord que la Turquie conteste, en mettant en avant que ledit projet ne prend pas en compte la position de la partie nord de l'île en la qualité de la république turque de Chypre du Nord (RTCN). Et pour riposter, Ankara a tout simplement pris l'initiative de lancer ses propres activités de forage

au large de l'île. Pour ce faire, le leadership turc a conclu avec son allié libyen du GNA une «entente» qui devrait lui permettre d'élargir sa zone économique exclusive en Méditerranée orientale. Une action condamnée par la République de Chypre, la Grèce, l'Égypte et Israël.

Dans ces situations, il faudrait probablement se poser la question sur comment la Turquie prévoit de gérer ces tensions existantes avec plusieurs de ses voisins de la Méditerranée. Et ce au moment même des tensions existantes en Syrie - certes un peu apaisées suite à l'accord de cessez-le-feu conclu entre les présidents Poutine et Erdogan à Moscou. La Turquie, dont les ambitions internationales ne sont pas à démontrer, sera-t-elle en mesure de jouer sur plusieurs tableaux indéfiniment et surtout pouvoir gérer l'aspect relationnel avec ses alliés de l'Otan, et ce au moment même où les partenaires eurasiens d'Ankara observent avec attention ses agissements? Là est toute la question.

Une chose est pour autant certaine, la politique de la multiple chaise et les contradictions existantes au sein de son propre «camp», ne vont pas lui faciliter la tâche.

Mikhail Gamandiy-Egorov

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Mikhail Gamandiy-Egorov](#), [Observateur continental](#), 2020

Articles Par : [Mikhail Gamandiy-Egorov](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca